

Rudolf Rocker : Nationalisme et Culture

Rudolf Rocker (1873-1958) fut certainement une des figures les plus marquantes de l'anarchisme du xxe siècle. Né à Mayence, il milita dans la gauche du Parti socialiste en s'orientant vers la pensée libertaire et fut, à vingt ans, contraint par les lois bismarckiennes antisocialistes de quitter l'Allemagne. Il se retrouva réfugié politique dès 1893, à Paris puis à Londres où, bien que non juif, il édita de 1898 à 1914 le journal yiddish Arbeiter Frint (l'Ami des travailleurs) et le mensuel Germinal. Pendant la Première Guerre mondiale, il fut interné dans un camp de concentration britannique et revint ensuite en Allemagne où il milite à la FAUD, l'Union libre des travailleurs allemands, de tendance anarchosyndicaliste. Il est à l'origine de la nouvelle AIT (Association internationale des travailleurs), qui rassemble à sa fondation en 1923 quelque deux millions d'adhérents d'Europe aux Amériques.

Il publie de nombreux articles dans la presse libertaire du monde entier, dans Freie Arbeiter Stimme de New York, dans Der Syndikalist et Die Internationale à Berlin. Plusieurs de ses livres paraissent à Berlin (la Faillite du communisme d'État, 1921, Johan Most, la vie d'un rebelle, 1924), d'autres sont traduits en espagnol ou en yiddish à partir des manuscrits (Anarchistes et Rebelles, 1922, Idéologie et tactique du prolétariat moderne, 1928) ; il écrit alors son ouvrage principal, Nationalisme et Culture, dont l'arrivée au pouvoir de Hitler en 1933 empêcha l'édition, et força Rocker, non admis en France, à trouver refuge aux États-Unis où il demeura. Ses livres furent alors publiés à Buenos Aires, à Mexico, à Londres et en Inde.

Nationalisme et Culture ne parut dans son texte original, sous le titre le Verdict de l'Occident (Die Entscheidung des Abendlandes), qu'en 1949 en Allemagne, où il fut réédité à plusieurs reprises. Mais il avait été publié en espagnol en 1936 à Barcelone par Tierra y Libertad puis en 1942 à Buenos Aires, et sera réédité en 1954 à Paris par Solidaridad Obrera et à Madrid en 1977 ; la première édition en anglais, en 1937 à New York, est reprise en 1946 à Los Angeles et en 1970 à Saint- Paul ; l'ouvrage est traduit en néerlandais en 1939, en suédois en 1950, et en italien en 1960 ; des traductions en yiddish et portugais étaient préparées dès 1946. En français, une traduction achevée attendrait depuis plus d'un demi-siècle

de trouver un éditeur. La deuxième

édition américaine, reprise à Londres

par Freedom Press parut avec un « Épilogue » rédigé par Rocker en 1946. C'est aux pages de cette édition l que se réfèrent les traductions de citations figurant ci-dessous.

Bertrand Russel salua la publication du livre en ces termes :

« Nationalisme et culture est une importante contribution à la philosophie politique à la fois à cause de son analyse pénétrante et grandement informée de nombreux auteurs célèbres, et à cause de sa brillante critique du culte de l'État, qui est la superstition dominante et la plus nocive de notre époque. J'espère qu'il sera largement lu dans tous les pays où la pensée désintéressée n'est pas encore illégale.

»

Et Albert Einstein de son côté en dit ceci :

« Je trouve le livre extraordinairement original et éclairant. De nombreux faits et relations sont présentés en lui de façon nouvelle et convaincante. Je ne suis, bien sûr, pas d'accord avec

son attitude fondamentale d'estimation purement négative de l'État. Ceci, pourtant, ne m'empêche pas de trouver le livre important et éclairant. »

Le premier livre :

genèse de l'idéologie nationaliste

Le premier des deux « livres » divisant l'ouvrage, à partir de la dénonciation de « L'insuffisance du matérialisme économique » (chap. 1), passe d'abord au crible la lente élaboration historique de la pensée politique antérieurement à l'apparition du nationalisme. À travers la religion (chap. 2) où prend racine l'idée de pouvoir, qui se manifestera par le césaro-papisme dont il voit les résurgences jusqu'en Robespierre, Napoléon, Mussolini ou Hitler. Et, aussi bien, à travers les rivalités entre papauté et Empire (chap. 3), que par la création des castes ou classes, assises indispensables du pouvoir, depuis Platon et surtout Aristote. (chap. 4), jusqu'à Machiavel (chap. 5).

Mais, avec la Renaissance et les révoltes paysannes, apparaissent les premiers mouvements de la Réforme (chap. 6), où s'expriment de nouvelles aspirations contestant l'Église comme l'État – les deux baleines stigmatisées par le hussite Cheltchicky – mais aussi de nouveaux tyrans, tel Calvin, « l'une des plus terribles personnalités de l'histoire, un Torquemada protestant, un zélote au cœur étroit qui essaya de préparer les hommes au royaume de Dieu par le chevalet et le supplice de la roue » (p. 112). Tandis que les premiers États nationaux s'assoient sur absolutisme et monopole du commerce et de l'industrie (chap. 7), certains philosophes – Thomas More, Francis Bacon, Campanella, Rabelais, La Boétie, George Buchanan et Locke – opposent le droit naturel au pouvoir monarchique (chap. 8).

Avec la révolution américaine triomphe la pensée la plus libérale, exprimée par Thomas Paine (« Plus élevée est une culture et moindre y est le besoin d'un gouvernement, parce que les hommes en ce cas doivent veiller à leurs propres affaires et aussi à celles du gouvernement », p. 146) ou Jefferson (« Le meilleur gouvernement est celui qui gouverne le moins ») d'où naîtra la pensée libertaire de Godwin, Emerson et Thoreau (« Le meilleur gouvernement est celui qui ne gouverne pas du tout », p. 149). Pensées anglo-saxonnes que Rucker met en parallèle (chap. 9) avec celle des grands classiques allemands : Lessing, Herder, Schiller, Goethe, Jean-Paul Richter, auteur de la Déclaration de guerre à la guerre, Hölderlin et le géographe Humboldt, auteur de Quelques idées pour un essai de déterminer les limites de l'efficacité de l'État, ayant par ailleurs déclaré (p. 156) : « J'ai essayé de combattre la soif de gouverner et ai partout tracé plus étroitement les limites de l'activité de l'État. » Ainsi qu'avec l'école française où il souligne la place d'éminente avant-garde de Diderot, qui dans l'article « Autorité » de l'Encyclopédie écrit : « La nature n'a donné à nul homme le droit de régner sur d'autres » et, dans le poème, les Eleuthéromanes, ces vers annonçant mai 1968 (p. 159) :

La nature n'a fait ni serviteur ni maître.

Je ne veux ni donner ni recevoir de lois !

Et ses mains coudraient les entrailles du prêtre,

Au défaut d'un cordon, pour étrangler les rois.

Jean-Jacques Rousseau

et la Révolution française à l'origine

du culte national

Mais c'est précisément aussi à ce moment qu'à partir de la pensée libérale et démocratique certains ont pu aboutir aux pires méprises, avec, au premier plan, J.-J. Rousseau dans le Contrat social. Et Rucker est catégorique :

« Rousseau était en même temps l'apôtre d'une nouvelle religion politique, dont les conséquences eurent autant d'effets désastreux sur la liberté des hommes qu'avait eu antérieurement la croyance au droit divin des rois. En fait, Rousseau est l'un des inventeurs de cette

nouvelle idée abstraite de l'État née en Europe après que le culte fétichiste de l'État qui trouvait son expression dans le monarque personnel et absolu eut atteint son terme. » (p. 162),

et il ajoute :

« Rousseau et Hegel sont – chacun à sa façon – les deux gardiens de la réaction de l'État moderne. »

La filiation est suivie entre les deux « citoyens de Genève », Calvin et Rousseau, et se prolonge jusqu'aux jacobins et à Bonaparte. Quelques jours avant le coup d'État de Brumaire, Bonaparte ayant dit à Sieyès (p. 173) : « J'ai créé la Grande Nation », ce dernier lui répliqua en souriant : « Oui, car nous avons d'abord créé la Nation. » De fait, la souveraineté du roi ayant été remplacée par la souveraineté de la nation, on était fondé à déclarer au club des Jacobins que (p. 176) « le Français n'avait plus d'autres divinités que la nation, la Patrie » (« ce nouveau roi à sept cent quarante-neuf têtes » selon Proudhon), ou bien encore à diviniser la République une et indivisible. Et le chef jacobin Isnard pouvait déclarer (p. 172) : « Les Français sont devenus le peuple élu de la terre. Faisons en sorte que leur attitude justifie leur nouveau destin ! »

Pour Rocker, le processus révolutionnaire entre les mains d'un Saint-Just

à la « logique fanatique » ou d'un Robespierre qui, « au lieu d'une âme avait ses principes », ne pouvait mener qu'à l'élimination, au nom de la nation, de toute opposition ; à commencer par celle des hébertistes « parce que leur propagande antireligieuse, qui était réellement anti-église, abaissait le respect de l'État et minait sa fondation morale » (p. 57). On aboutit ainsi à « Napoléon, l'héritier rigolard de la Grande Révolution qui avait pris aux jacobins la machine dévoreuse d'hommes de l'État centralisé et la doctrine de la volonté nationale » (p. 180), homme « cynique et sans cœur qui, dans sa jeunesse, s'était intoxiqué avec le Contrat social » mais, plus tard, s'abandonna à dire : « Votre Rousseau est un fou qui nous a conduits à cette condition ! » ou bien : « L'avenir montrera s'il n'aurait pas été meilleur pour la paix du monde que ni Rousseau ni moi n'ayons jamais vécu. » (p. 183)

Hegel apôtre de l'État, « Dieu sur terre »

et créateur de la nation

C'est bien là le moment capital de l'histoire de la pensée politique, celui où le culte royal se transmue aisément en culte national, républicain ou impérial, grâce notamment à une sublimation de la notion de souveraineté, transmise du monarque au peuple mythifié. Cette imposture trouve son écho dans toute l'Europe, et au premier chef en Allemagne (chap. 11). Rocker montre comment Kant et Fichte prennent en fait le contre-pied de la démarche de leurs grands prédécesseurs de l'ère des Lumières, comme Herder et Lessing, pour chevaucher le nationalisme venu de France, mais contre la France dans les « guerres de libération » qui dressent toute l'Europe contre l'impérialisme napoléonien. Ils sont suivis par Hegel qui « devint le créateur moderne de cette théorie aveugle du destin dont les tenants voient en chaque événement une “nécessité historique” et voient en chaque fin conçue par les hommes une “mission historique” ». Que ce soit celle d'une race, d'une nation ou d'une classe. En fait Hegel célébrait le culte de l'État comme une fin en soi, comme la « réalité de l'idée morale », comme « Dieu sur terre » (p. 195) en affirmant :

« Car il est maintenant connu que ce qui est déclaré moral et vrai par l'État est aussi divin et ordonné par Dieu, que jugé par son contenu, il n'y a rien de plus élevé et de plus saint » (p. 196) ou « C'est la voie de Dieu avec le monde que l'État doit exister. Son fondement est dans le pouvoir de la raison se manifestant comme volonté. Comme idée de l'État l'on ne doit pas avoir à l'esprit des États particuliers, ni des institutions spéciales, mais plutôt l'Idée, ce Dieu réel, considéré en lui-même. » (p. 197)

Et Rocker note : « En fait, Hegel était simplement le philosophe d'État du gouvernement prussien et ne faillit jamais à justifier ses pires méfaits » (p. 196). Ou encore : « Hegel était un réactionnaire de

la tête aux pieds » (p. 198). Aussi, quand Engels se vante en écrivant : « Nous, socialistes allemands, sommes fiers de descendre, non seulement de Saint-Simon, Fourier et Owen, mais aussi de Kant, Fichte et Hegel », Rocker ne peut que trouver là l'explication du caractère désespérément autoritaire du marxisme.

À partir de ce moment, la pensée allemande s'enlise dans le nationalisme (chap. 12). Mais Rocker lui oppose ces deux affirmations qu'il souligne : « La nation n'est pas la cause, mais le résultat de l'État. C'est l'État qui crée la nation, non la nation, l'État » (p. 200) et « Les États nationaux sont des organisations d'églises politiques ; la prétendue conscience nationale n'est pas innée chez l'homme mais lui est inculquée. C'est un concept religieux ; on est allemand, français, italien, exactement comme on est catholique, protestant ou juif. » (p. 202)

Il reprend Thomas Paine (p. 203) : « Le monde est mon pays, tous les hommes sont mes frères ! »

Il cite Goethe et Heine dénonçant les « guerres de libération » de 1813-1815 menées par les cosaques (p. 212). Et lorsque le romantisme lui-même sombre dans le nationalisme (chap. 13) et que des Allemands se présentent comme un « peuple originel » (Urvolk), il cite encore Heine déplorant « qu'ils haïssent tout ce qui est étranger ; et qu'ils ne souhaitent plus devenir des citoyens du monde, ni des Européens, mais seulement d'étroits Allemands ».

Quand le socialisme voit la démarche autoritaire et dictatoriale, de Babeuf à Marx, s'opposer à celle, fédéraliste, de Proudhon et Bakounine (chap. 14), les clivages nationaux sont utilisés par Marx dans sa lettre à Engels du 20 avril 1970 :

« Les Français ont besoin d'une rossée. Si les Prussiens sont victorieux la centralisation du pouvoir étatique aidera la centralisation de la classe ouvrière allemande ; en plus, la prépondérance allemande fera glisser le centre de gravité du mouvement ouvrier d'Europe occidentale de France en Allemagne. Et on n'a qu'à comparer le mouvement de 1866 à aujourd'hui pour voir que la classe ouvrière allemande est supérieure en théorie et en pratique à la française. Sa prédominance sur la française à l'échelle mondiale signifierait aussi bien la prédominance de nos théories sur celle de Proudhon. » (p. 234)

Rocker remarque que Marx avait raison puisque la victoire de l'Allemagne marqua la mise en arrière-plan du socialisme libertaire de l'Internationale. Au terme de cette évolution, le nationalisme est bien devenu une religion politique (chap. 15). Et, en 1931, à Berlin, au Congrès international sur Hegel, Gentile, l'idéologue du fascisme et l'avocat de l'« État totalitaire », célèbre Hegel en regrettant simplement qu'il n'ait pas prévu que la théorie de l'État moderne aboutisse à instituer ce dernier comme plus haute forme de l'intelligence, au-dessus même de l'art, de la religion et de la philosophie. Et Rocker de citer naturellement Mussolini (p. 244) : « Tout pour l'État, rien hors de l'État, rien contre l'État » comme l'aboutissement ultime, avec Hitler, du culte de l'État et de la nation.

Le second livre :

critique des fondements et apanages de la nation

Après avoir ainsi montré le lent processus idéologique ayant abouti au culte

de la nation assis sur le renforcement de l'État, Rocker se fixe donc comme objectif, dans son deuxième « livre », d'examiner tout ce qui peut être invoqué comme justifiant l'existence du fait national, c'est-à-dire l'objet même de ce culte. Ce sera donc ce qui vise à présenter la nation, successivement comme communauté morale de coutumes et d'intérêts (chap. 1), comme communauté de langue (chap. 2), et comme communauté raciale (chap. 3). Il n'aura aucun mal à souligner les contradictions ou l'inconsistance des arguments développés par les avocats des nations pour essayer de donner une base scientifique à l'objet de leur culte.

Ensuite, Rocker se penche sur la dialectique entre unité politique et culture, D'abord au niveau de la définition même de la culture (chap.

4), puis dans l'exemple grec d'une décentralisation politique générale (chap. 5), ensuite dans l'exemple opposé de l'essai romain de centralisation (chap. 6) et, enfin, dans le long procès de la fragmentation européenne (chap. 7). À chaque étape, il démontre combien la recherche de l'unité politique est peu liée au progrès culturel.

Il arrive ainsi à constater l'illusion de la culture nationale (chap. 8), l'inaptitude de l'État-nation à développer la science (chap. 9), l'absence de liens entre art, architecture et nationalité (chap. 10), comme, aussi bien, entre art et esprit national (chap. 11). Et Rocker conclut sur « les problèmes de notre temps » (chap. 12), c'est-à-dire, en 1936, sur les différentes formes très parallèles du totalitarisme.

Dans l'« Épilogue », de 1946, face au renforcement du totalitarisme soviétique, assis sur le plus grand impérialisme jamais vu, Rocker prend fermement position pour une fédération européenne.

« Une fédération européenne est la première condition et la seule base pour une future fédération mondiale, qui ne pourra jamais être atteinte sans une union organique des peuples européens. » (p. 547) « Une Europe fédérée avec une économie unifiée, dont aucun peuple n'est exclu par des barrières artificielles, est donc, après les expériences amères du passé, la seule voie qui peut nous conduire des ruineuses conditions du passé vers un avenir plus radieux. Cela ouvrira de nouvelles voies à une organisation réelle et une renaissance de l'humanité et mettra fin à toutes les politiques de pouvoir. » (p. 553)

Mais cette position reste celle d'une vision essentiellement eurocentrée qui avait, par exemple, empêché Rocker d'évoquer le mouvement national indien, pionnier et modèle de tous les soulèvements anticolonialistes ; et l'avait amené à ne citer Tagore qu'à travers son ouvrage *Nationalism* de 1917, à la fois pour sa condamnation de l'idée de nation (p. 252), « l'un des plus puissants anesthésiques que l'homme ait jamais inventé », comme pour avoir « établi cet inhérent antagonisme entre nation et société en ces mots splendides » :

« Une nation, dans le sens de l'union politique et économique d'un peuple, est cet aspect qu'une population entière assume quand elle est organisée pour un but mécanique. La société en tant que telle n'a pas de but ultérieur. C'est une fin en soi. C'est l'auto-expression spontanée de l'homme comme être social. C'est une régulation naturelle des relations humaines telle que les hommes puissent développer les idéaux de vie en coopération les uns avec les autres. » (p. 274)

Dans le dernier paragraphe de l'« Épilogue » (p. 554), Rocker précise encore :

« Une fédération des peuples européens, ou au moins un commencement vers cette fin, est la première condition pour la création d'une fédération mondiale, qui garantira aux peuples prétendus coloniaux les mêmes droits à la poursuite du bonheur. Il ne sera pas aisé de satisfaire cette ambition, mais un commencement doit être accompli si nous ne sommes pas à nouveau plongés dans un abysse. »

Pour enchaîner aussitôt sur cette phrase en italiques :

« Et ce commencement doit être fait par les peuples eux-mêmes. »

Heureusement, les peuples « prétendus coloniaux » prirent leur cause en charge sans trop compter sur la solidarité des peuples européens. Nous touchons, sans doute, là une des faiblesses de la vision de Rocker, celle de n'avoir pas saisi la fondamentale importance de l'oppression impérialiste, tant outre-mer que de proximité, visant des sociétés entières et la diversité des cultures.

Roland Breton

